

Pour l'OMC, «le statu quo n'est pas une option», avertit Ngozi Okonjo-Iweala

GOVERNANCE Selon sa directrice générale, la réforme très attendue de l'Organisation mondiale du commerce sera la question centrale de sa prochaine conférence ministérielle en mars prochain au Cameroun, alors qu'elle fait face à une crise existentielle

KASMIRA JEFFORD (GENEVA SOLUTIONS)

Entravée par des problèmes structurels et par l'un des plus grands bouleversements du commerce international, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) espère que sa prochaine conférence ministérielle, qui doit avoir lieu en mars au Cameroun, verra les ministres saisir enfin l'occasion de progresser sur une réforme complète. «Le monde bouge si vite», exposait hier matin sa directrice générale Ngozi Okonjo-Iweala lors d'une conférence de presse au siège

genevois de l'OMC. «Le statu quo n'est pas une option», a-t-elle averti, craignant le «chaos» si le système de commerce mondial venait à s'effondrer complètement. «Nous devons affronter nos défis, et nous devons nous réformer.»

Etablies en 1995, les règles de l'OMC contribuent à réguler les flux commerciaux mondiaux, mais elles ont été affaiblies par la montée du protectionnisme et les mesures prises depuis un an par l'administration du président américain Donald Trump afin de contraindre les pays à conclure des accords commerciaux bilatéraux. Les problèmes auxquels fait face l'OMC sont cependant bien antérieurs au retour du républicain à la Maison-Blanche et s'inscrivent dans ce que Ngozi Okonjo-Iweala décrit comme un contexte marqué par de profonds changements économiques, démographiques et technologiques.

Les ministres des 166 Etats membres de l'organisation seront invités, lors de la conférence qui se tiendra à Yaoundé du 26 au 29 mars, à approuver un programme de travail comprenant des réformes urgentes. Des changements qui, selon sa directrice générale, sont plus profonds et plus ambitieux que ceux qui ont été officiellement discutés jusqu'à présent.

Accélérer le processus décisionnel

L'une des priorités est d'accélérer le processus décisionnel. Dès sa création, l'organisation a eu du mal à conclure des accords en raison d'une règle exigeant le consensus de l'ensemble de ses membres. Le dernier en date, sur les subventions à la pêche, est entré en vigueur en septembre dernier, après plus de vingt ans de négociations. «Personne ne remet en cause le consensus comme mode

de prise de décision, a déclaré Ngozi Okonjo-Iweala. La question est: comment pouvons-nous l'améliorer afin d'être plus efficaces, plus rapides et plus réactifs?»

La directrice générale de l'OMC a également encouragé hier les discussions autour du principe fondamental de «nation la plus favorisée» (NPF), en vertu duquel les membres doivent se traiter de manière égale, à une époque où l'unilatéralisme prôné par Donald Trump prend de l'ampleur. Dans une note diffusée à leurs diplomates en décembre, les Etats-Unis ont critiqué le principe en lui-même, affirmant que son «époque était révolue», tout en énumérant d'autres griefs à l'encontre de l'organisation. Ngozi Okonjo-Iweala dit se réjouir de la participation des Etats-Unis aux discussions sur la réforme. «Peut-être qu'ils critiquent, mais ils s'engagent, a-t-elle déclaré. C'est la seule façon de résoudre les impasses.»

Environ 72% du commerce mondial est encore régi par les règles NPF, une baisse par rapport aux 80% enregistrés avant le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche et l'imposition de droits de douane plus élevés à ses partenaires commerciaux. Pour Ngozi Okonjo-Iweala, ce chiffre témoigne «de la force et de la résilience» de l'OMC. Mais l'ancienne ministre des Finances nigériane a également souligné que les ministres ne devaient pas hésiter à discuter du principe NPF. «Il ne faut jamais avoir peur de s'engager dans les questions d'actualité, y compris sur les principes fondamentaux, surtout à un moment où l'on tente de le faire dans un monde d'incertitude et de géopolitique.»

Cette déclaration intervient après que d'autres acteurs, dont l'Union européenne – qui défend depuis longtemps le principe NPF –, ont récemment changé de position et appelé à une réforme sur

cette question. Le commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic, a ainsi plaidé dans une tribune publiée dans le *Financial Times* en faveur d'une plus grande liberté d'augmenter les droits de douane.

«Nous sommes à un tournant»

Pour Ngozi Okonjo-Iweala, «nous sommes à un tournant, non seulement pour l'OMC, mais aussi pour la Genève internationale et le système multilatéral en général». Dans un contexte de réduction drastique de l'aide au développement et un paysage politique de plus en plus tendu, ces institutions luttent pour rester pertinentes. A ses yeux, elles sont néanmoins plus que jamais nécessaires pour relever les défis géopolitiques actuels: «Il est également évident que les organisations internationales comme la nôtre doivent changer pour rester adaptées à leur mission.» ■